

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**  
**Service aménagement durable, urbanisme et risques**

**2018/DDT54/ADUR/014**

**Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques naturels  
prévisibles d'inondation de la Moselle et du Trey  
de la commune de Vandières**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.561-1 à L.566-13 et R.561-1 à R.566-18;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2016 prescrivant un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la commune de Vandières ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Municipal en date du 28 octobre 2016 ;

**VU** l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 02 décembre 2016 et l'avis favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière du 05 décembre 2016 ;

**VU** le rapport et les conclusions motivés de Madame le Commissaire enquêteur en date du 04 mars 2018 ;

**VU** le rapport de Madame la Directrice Départementale des Territoires ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels prévisibles d'inondation de la Moselle et du Trey sur la commune de Vandières tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :  
- L'Est Républicain

**Article 3** : Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Vandières pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 4** : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Vandières, à la Direction Départementale des Territoires et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de la Défense et de la Protection Civile.

Nancy, le **26 JUIL. 2018**

Le préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD